

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 30 JUILLET 2020

Délibération n° 2020-080- DC

Date d'affichage : Le 5 août 2020	Le trente juillet deux mille vingt à 17 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Parc expo du Breil - avenue du Breil - 49400 Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le vingt quatre juillet deux mille vingt.
Effectif statutaire : 81 Membres en exercice : 81 Quorum : 41 Présents : 68 Excusé(s) : 11 Dont représenté(s) : 11 Absent(s) : 2	Présents : (68) Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Christophe CARDET, Bertrand CHANDOUINEAU, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Marie-Luce DURAND, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Benoît LAMY, Géraldine LE COZ, Nathalie LIEBAULT, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME, Sylvie TAUGOURDEAU, Patricia VILLARME.
Nombre de votants : 79 -----	Dont suppléé(s) remplacé(s) : Pierre-Yves DOUET par Didier POITVIN, Eric LEFIEVRE par Didier CHEVROLLIER, Laurent NIVELLE par Brigitte SMITH, Jacqueline TARDIVEL par Manuel DA SILVA
Secrétaires de séance : <i>Madame Géraldine LE COZ, conseillère communautaire de la Ville de Saumur et Monsieur Jean-François MIGLIERINA, conseiller communautaire de la Commune de Villebernier</i>	Excusés : (11) Anatole MICHEAUD, Thomas GUILMET, Pierre de BOUTRAY, Loïc BIDAULT, Gaëlle FAURE, Béatrice GUILLON, Didier HUCHEDÉ, Sylvain LEFEBVRE, Nathalie MORON, Noël NERON, Nathalie SECOUÉ Dont excusés ayant donné pouvoir : (11) Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Thomas GUILMET à Géraldine LE COZ, Pierre de BOUTRAY à Isabelle ISABELLON, Loïc BIDAULT à Sophie TUBIANA, Gaëlle FAURE à Jackie GOULET, Béatrice GUILLON à Astrid LELIEVRE, Didier HUCHEDÉ à Stéphanie ELIE, Sylvain LEFEBVRE à Frédéric MORTIER, Nathalie MORON à Michel DELPHIN, Noël NERON à Arlette BOURDIER, Nathalie SECOUÉ à Colette GAGNEUX.
	Absents : (2) Emmanuel BRAULT, Bernard HENRY

SOCIÉTÉ ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE ALTER ECO - REPRÉSENTATION

La Société Anonyme d'Economie Mixte Locale Alter Eco est une société anonyme d'économie mixte locale, dont l'objet consiste à construire et louer des bâtiments industriels pour le compte d'entreprises ou d'entrepreneurs, permettant à des entreprises de s'implanter sur le territoire et de s'y développer.

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est appelée à désigner ses représentants, soit 1 titulaire au conseil d'administration, 1 titulaire et 1 suppléant à l'assemblée générale ;

Aussi,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-33 et L. 5211-1 ; L1524-5 et R1524-3 et suivants ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la communauté d'agglomération du Saumurois, de la communauté de communes Loire Longué et de la communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué en Anjou, Les Ulmes, Denezé sous Doué, Lourdesse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral SP n° 2020-02 du 10 janvier 2020 portant actualisation des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire constituée par l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL 2026-179 du 16 décembre 2016 ;

Vu le procès verbal d'élection du Conseil Communautaire du 16 juillet 2020 ;

Vu la délibération n°2020-066 DC du 30 juillet 2020, par laquelle le conseil communautaire a décidé, à l'unanimité, de ne pas procéder à l'élection à bulletins secrets, en application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la possibilité de dérogation à l'élection au scrutin secret des délégués au sein des syndicats intercommunaux et syndicats mixtes fermés donnée par la loi n° 2020-760 du 22 juin 2020 tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020 ;

Vu les statuts de la SAEML Alter Eco ;

Considérant que la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire dispose d'un représentant titulaire au conseil d'administration et d'un titulaire et un suppléant à l'assemblée générale de la SAEML Alter Eco ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré :

DESIGNE pour siéger au conseil d'administration et à l'assemblée générale d'ALTER Eco :

	Conseil d'Administration	1	Assemblée Générale	
			Titulaire	Suppléant
1	PATTEE Michel		PATTEE Michel	PIERRE Grégory

et **AUTORISE** ses représentants au conseil d'administration à accepter la fonction de Président ou de Vice-Président et toutes fonctions de direction qui pourraient leur être proposées, ainsi que tous mandats spéciaux qui leur seraient confiés, notamment par le Président du conseil d'administration

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 79 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 3ème trimestre 2020



Pour Extrait Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

Matière de l'acte	5 – Institution et vie politique	5.3 – Désignation des représentants	5.3.1 Délégués au sein des intercommunalités
-------------------	----------------------------------	-------------------------------------	--

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »